

La situation en Centrafrique devant le Conseil de sécurité



Un vendeur de cigarettes, dans une rue de Bangui, le 23 novembre 2013. REUTERS/Joe Penney

Par RFI - lundi 25 novembre 2013

Les diplomaties américaines et françaises ont parlé de « *situation pré-génocidaire* » en République centrafricaine, ou d'un pays « *au bord du génocide* ». Ban Ki-moon, dans le rapport qui doit être examiné ce lundi 25 novembre, évoque « *une situation qui a de fortes chances de se solder par des atrocités généralisées* ». L'Union européenne décrit une situation de « *violations généralisées des droits de l'homme qui se déroulent en toute impunité* ».

Huit mois après l'arrivée de Michel Djotodia au pouvoir à Bangui, l'absence de contrôle des ex-rebelles de la Seleka par les autorités de transition a créé une situation d'insécurité permanente et de peur généralisée en Centrafrique. L'exaspération a conduit au retour de milices d'autodéfense, les « anti-Balaka » (« *anti-machette* », en Sango, la langue nationale) qui, pour se venger des exactions, s'en prennent non seulement aux ex-rebelles, mais aussi aux populations musulmanes. En retour, la Seleka pratique une répression aveugle et disproportionnée.

« *Les signaux sont très inquiétants* », explique Monseigneur Nzapalainga, l'archevêque de Bangui. Selon lui, dans la localité de Bokangolo, les milices d'autodéfense ont chassé tous les musulmans de leurs habitations. A Bohong, les Séléka avaient incendié les maisons des chrétiens et les avaient chassés en brousse. Zéré, est l'exemple d'une localité fantôme, vidée de ses populations par les vagues successives d'attaques et de représailles des Seleka et des anti-Balaka.

La tentation de la vengeance

Pour l'instant, les violences sont le fait des extrémistes. Mais la méfiance est en train de se répandre entre communautés. Les explosions de violence restent actuellement des phénomènes locaux, propres à certaines villes ou certains villages. Mais, sous l'effet de la colère et du désir de vengeance, ces explosions se multiplient. « *J'entends de plus en plus les Banguissois dire "Lawa Lawa"* », s'inquiète un acteur de la société civile. En Sango, la langue nationale, « *Lawa Lawa* », cela signifie : « *Tôt ou tard, on va se venger.* »

A Bangui, la peur est dans tous les esprits



Dans un café à proximité du marché central de Bangui, le 23 novembre 2013.. REUTERS/Joe Penney

La recrudescence de la violence dans la capitale et l'annonce d'une prochaine instauration de couvre-feu obligent les Banguissois à changer leurs habitudes. Les Centrafricains appellent la Communauté internationale et la France à aider la Centrafrique à sortir de la situation qualifiée actuelle, comme a pu le constater le correspondant de RFI à Bangui.

Dans les rues, les bistrotts ou les bureaux administratifs, on ne parle que de ça : la situation sécuritaire dans le pays, les exactions commises ces dernières semaines par des hommes de l'ancienne Seleka. Les Banguissois ont dû changer leurs habitudes, même les plus noctambules. *« Notre comportement de vie à changé. Nous sommes vraiment dans l'impossibilité de manifester notre liberté, malgré que ce soit notre pays. Nous rentrions généralement à 23 h, minuit, mais maintenant à 18 heures nous sommes à la maison comme des petits enfants »*, explique un Banguissois au micro de RFI.

« Notre pays risque de disparaître »

Face à cette insécurité permanente et aux risques d'explosions de violence intercommunautaires, les Centrafricains appellent l'ONU et les Français à intervenir. *« Je demande à la communauté internationale de nous porter secours, pour arrêter cette situation, sinon notre pays risque de disparaître de la planète »*, plaide ainsi un habitant de Bangui. *« Je demande principalement à la France - parce que c'est elle qui nous a colonisés, donc elle maîtrise bien la terre centrafricaine - de mener une action de grande envergure, pour mettre hors d'état de nuire ces bandits de grand chemin que sont les éléments de la Seleka. »*

Au sein de la société civile, certains rappellent également que des milliers de personnes sont toujours en brousse, par peur des exactions de la Seleka ou des milices d'autodéfense. Une intervention, selon eux, est la seule solution pour venir en aide à ces populations.